

Le diable est dans le... téléphone

EN VOYANT des touristes pianoter sur leur téléphone ou passer des appels dans toutes les langues de la Terre, une idée m'a traversé l'esprit cet été. Ce n'est pas l'Europe qui est compliquée, c'est notre manière de la faire qui, trop souvent, la complique, tant elle est déconnectée de la réalité.

Il est déjà regrettable qu'il n'y ait jamais eu de timbre-poste européen. Quand on y réfléchit, demander plus d'argent pour transporter une lettre de Strasbourg à un village allemand voisin, que de Lille à Perpignan, voilà qui est déjà curieux. Mais l'erreur commise avec les téléphones portables est encore moins pardonnable. Le développement de ces appareils est récent. Pour le grand public, au moins, leur diffusion est largement postérieure à 1992, date à laquelle nous étions censés mettre en place un marché unique.

Or, que s'est-il passé ? Chaque État a donné à des opérateurs un droit d'accès cantonné au marché national. Ces entreprises, avec la complicité des États membres, ont cloisonné l'espace européen et imposé à leurs clients des frais supplémentaires quand ils communiquent avec des personnes résidant dans d'autres États membres ou ayant un téléphone rattaché à un autre État membre. Ainsi, le reste de l'Union européenne est considéré comme « l'étranger » : lorsqu'un routier français, parti chercher de la marchandise en Polo-

gne, ou un étudiant allemand installé en Espagne appellent dans leur pays d'origine ou sont appelés, ils paient plus cher que s'ils étaient restés « chez eux ». Pourtant, ils sont « chez eux » ! Ils se déplacent au nom de la « libre circulation » des travailleurs, reconnue, depuis 1957, comme une liberté fondamentale. Et les tiers, Américains ou Chinois, par exemple, ne peuvent pas, à leur arrivée sur notre continent, acheter un téléphone utilisable à moindre frais dans l'ensemble du territoire de l'Union.

La Commission européenne, soutenue par le Parlement européen, s'emploie à faire baisser ces frais, mais les opérateurs s'y opposent farouchement, comme on peut l'imaginer. Les États membres, qui en tirent profit grâce aux taxes qu'ils perçoivent, se gardent bien d'avoir une vision stratégique. En ce moment même, la bataille continue au point que la disparition de ces frais, annoncée pour 2015, semble désormais incertaine.

Bien sûr, l'Europe, ce sont avant tout des valeurs, des principes et non des factures de téléphone. Mais, quand on veut persuader les Européens qu'ils appartiennent à la même Union, qu'ils ne sont pas étrangers les uns aux autres, mieux vaudrait qu'ils puissent le vérifier concrètement. Le diable est dans... le téléphone. |

* Eurodéputée, elle vient de publier

Europe : amour ou chambre à part ?

Éd. Flammarion/Café Voltaire, 126 p. ; 12 €.



“
Ce n'est pas l'Europe qui est compliquée, c'est notre manière de la faire qui, trop souvent, la complique